



COMMUNIQUÉ : DÉNONCIATION DE L'UTILISATION DISPROPORTIONNÉE DE LA FORCE CONTRE LA POPULATION CIVILE PENDANT LES MANIFESTATIONS

Le 05 mai 2021. Ensemble pour la paix - Colombie et le Réseau France Colombie Solidarités (RFCS) dénoncent l'utilisation disproportionnée de la force par les autorités publiques contre la population colombienne lors des journées de grève nationale et la violation des droits humains par les autorités gouvernementales.

Le 28 avril dernier a débuté une journée de grève générale en Colombie à l'initiative du Comité national du "Paro" (grève), qui réunit différents syndicats et organisations sociales du pays, afin de protester contre un projet de réforme fiscale du gouvernement colombien. Ce mouvement s'inscrit dans la continuité des manifestations massives de novembre 2019 réclamant la mise en œuvre de l'Accord de paix de 2016 et les garanties nécessaires à la protection des populations ethniques et paysannes, toujours cibles de violences et d'assassinats. Parmi les autres raisons de la mobilisation figurent le non-respect du point 4 de l'Accord de paix, concernant la substitution des cultures illicites¹, et une série de réformes sociales dans le domaine de la santé et des retraites. À cela s'ajoute la critique de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire de la Covid 19.

À la suite de cet appel et ce depuis six jours, la population colombienne manifeste dans de nombreuses villes, villages et campagnes, entraînant la mise à l'arrêt du pays du fait de l'importante mobilisation. Le dimanche 2 mai, le président Ivan Duque a demandé le retrait du projet de réforme et le ministre des finances, Alberto Carrasquilla, a annoncé sa démission.

Nous tenons à alerter la communauté internationale sur la violente répression des manifestations pacifiques organisées dans tout le pays. En effet, au cours de ces six jours de manifestations, des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont explosé dans différentes villes. A la date du 3 mai 2021, le Défenseur du Peuple déplore 19 morts². Cependant, les organisations sociales et de défense des droits humains signalent des chiffres plus élevés et font état de nombreuses violations des droits humains. Ainsi, entre le 28 avril et le 3 mai, l'ONG Temblores a reporté : 26 morts, 1118 cas de violences policières, 761 détentions arbitraires contre les manifestants, 56 dénonciations de disparitions forcées, 17 victimes d'agressions oculaires et 9 victimes de violences sexuelles commises par les forces de l'ordre³. Nous attirons l'attention en particulier sur la situation dans la ville de Cali, où les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les manifestants dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 mai. Ces faits ont été publiquement condamnés par la porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Marta Hurtado⁴.

Alors que les mobilisations continuent dans certaines régions, et que le Comité national de Grève appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce mercredi 5 mai pour exiger la démilitarisation des villes et le retrait d'autres réformes, notamment sur la santé, nous exhortons le gouvernement colombien à :

- Respecter les droits humains et l'intégrité physique des personnes manifestantes, en particulier les jeunes, principales victimes des violences,
- Garantir la prise en charge médicale, juridique et psychologique des victimes de violences,
- Reconnaître publiquement les manifestations pacifiques et garantir le droit à la mobilisation des citoyennes et citoyens colombiens, sans criminaliser la mobilisation sociale,
- Suspendre la militarisation des villes et promouvoir le dialogue comme moyen de résolution pacifique des conflits sociaux,
- Sanctionner les responsables de violations des droits humains afin de lutter contre l'impunité,

¹ France24, Colombia se prepara para volver a las aspersiones con glifosato, [disponible aquí](#).

² Defensoria del Pueblo, communiqué du 3 mai 2021, [disponible ici](#).

³ Source : ONG Temblores, communiqué du 3 mai 2021, [disponible ici](#).

⁴ Voir la vidéo [ici](#)



- Réfléchir et travailler avec les organisations de la société civile pour réformer la Police Nationale, dont l'unité spéciale ESMAD,
- Appeler le Défenseur du Peuple et le Procureur Général de la Nation à agir rapidement et dans le respect de leurs fonctions afin de garantir les droits de la population.

Nous exhortons la communauté internationale à :

- Appeler au respect du droit à manifester prévu par l'article 37 de la Constitution colombienne,
- Déployer une mission internationale d'observation et d'enquête sur place,
- Dénoncer les graves violations des droits humains commises dans le cadre de la répression des manifestations.

Nous appelons à agir au plus vite face à cette escalade de violence qui ne cesse de s'amplifier.

Ensemble pour la paix - Vamos por la Paz est un programme mené par un consortium de 23 organisations de la société civile co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et le Secours Catholique - Caritas France.

Signataires du communiqué: *En Colombie* : CENSAT- Agua viva, CINEP-PPP, Corporación CIASE ; Coalition Colombienne pour le Droit à l'Éducation - CCDE ; Commission Inter ecclésiale de Justice et Paix - CIJP ; Colombia Nuestra ; Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos - ILSA ; Amis de la UNESCO ; Enfances 2/32 France-Colombie ; Association- MINGA ; Taller Abierto et Vamos Mujer. *En France* : les membres du Réseau France Colombie Solidarités (RFCS): Action des chrétiens pour l'abolition de la torture - ACAT ; Agir Ensemble pour les Droits Humains - AEDH ; Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - CCFD - Terre Solidaire ; Ecole de la Paix ; Entre Todos France ; France Amérique Latine - FAL ; Travailler Ensemble Jeunes et Engagés - TEJE ; Peace Brigades International PBI - France ; Secours Catholique - Caritas France - SCCF et Solidarité Laïque.

Nous suivre sur les réseaux sociaux:

Vamos por la paz sur [Facebook](#) et [Twitter](#)

Le Réseau France Colombie Solidarités (RFCS) sur [Facebook](#) et sur [Twitter](#)